

LE VOLUME 31 N° 1 Mars 2012

# Point

**DOSSIER**  
Pour que  
le printemps  
arabe ne  
devienne pas  
l'hiver arabe  
P. 5-9

[WWW.CS3R.ORG](http://WWW.CS3R.ORG)

## L'engagement citoyen chez les jeunes

**Élections 2012**  
Réinventer  
la démocratie  
P. **10**

**Les femmes  
au pouvoir :**  
l'envers de la médaille  
P. **22**

**Bienvenue  
Palestine :**  
Une délégation québécoise  
prendra part à l'appui international  
P. **24**

# SOMMAIRE

- **Éditorial** - Jean-Claude Landry p. 2
- **DOSSIER Pour que le printemps arabe ne devienne pas l'hiver arabe**
- **Révoltes et contre-révolutions** - Fadi Hammoud p. 4
- **Le rôle des médias** - Daniel Landry p. 6
- **Le P. arabe, récupéré par les É.-U.** - Yves Lawler p. 8
- **Le financement au CS/TR** - Jean-Marc Lord p. 9
- **Réinventer la démocratie** - Daniel Landry p. 10
- **Le Monde en bref** p. 11
- **Kyoto et le cul-de-sac canadien** M. Dubois p. 12
- **Guantanamo : 10 ans d'abus** - Pascal D.-Legault p. 13
- **DOSSIER L'engagement citoyen chez les jeunes**
- **Après s'être indigné, s'impliquer** - J.-M. Lord p. 14
- **Portraits : Quand la jeunesse s'exprime et agit** p. 16
- **Les droits humains, un sujet toujours d'actualité!**  
L'équipe RITA p. 18
- **L'acc. d'un stage à l'étranger** - Émie Thivierge p. 20
- **À Sainte-Suzanne...** Denis Labelle p. 21
- **Les femmes au pouvoir: l'envers...** - M.-A. Gauthier p. 22
- **Bienvenue Palestine : Québec** - Comité Palestine p. 24
- **Recrutement militaire** - Comité Démilitarisation p. 25
- **Chroniques culturelles** p. 26
- **Nouvelles en vrac** p. 27



COMITÉ DE SOLIDARITÉ  
TROIS-RIVIÈRES



Relations  
internationales  
Québec

Le Point est publié trois fois par année par le  
Comité de Solidarité/Trois-Rivières :  
942, rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6  
Tél. : (819) 373-2598 Téléc. : (819) 373-7892  
www.cs3r.org

Nous remercions toutes les personnes qui ont  
contribué à la production de ce numéro.  
Coordination de la recherche et de la rédaction :  
Marlène Dubois  
En collaboration avec Annie Lafontaine et Jean-Marc Lord  
marlene.dubois@cs3r.org - annie.lafontaine@cs3r.org  
jean.marc.lord@cs3r.org  
Conception graphique et mise en page : Martin Rinfret

Impression : www.imprimage.ca  
Tirage : 900 exemplaires  
Imprimé sur papier 100 % recyclé  
Envoi de publication :  
enregistrement no 488 151 / ISSN : 0828-7910

# ÉDITORIAL

## PLUS QUE JAMAIS DÉDIÉS À LA SOLIDARITÉ!



**Jean-Claude Landry**

Président du CS/TR

Depuis plus de 30 ans, les organismes de coopération internationale (OCI) du Québec, dont le CS/TR, bâtissent avec passion et conviction des partenariats durables avec des communautés du Sud, édifiant une vraie solidarité pour réduire la pauvreté et les sources d'inégalités.

La mise en commun de nos expertises a permis des miracles en ren-

*La mise en commun de nos expertises a permis des miracles en renforçant le travail et les capacités de nos partenaires du Sud afin qu'ils se réapproprient leur développement. Par contre, aujourd'hui, nous ne pouvons passer sous silence la crise majeure qui menace l'existence et la pérennité de centaines de partenariats Nord-Sud.*

forçant le travail et les capacités de nos partenaires du Sud afin qu'ils se réapproprient leur développement. Par contre, aujourd'hui, nous ne pouvons passer sous silence la crise majeure qui menace l'existence et la pérennité de centaines de partenariats Nord-Sud. Effectivement, depuis juillet 2010, c'est désormais sur la corde raide que les OCI font face aux nouvelles politiques de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) lesquelles, en raison d'appels de projets s'appuyant sur une approche mettant en concurrence les OCI, défavorisent les plus petites organisations en plus de miner la cohésion

dans le secteur de la coopération internationale.

Et ce n'est pas l'élection en mai dernier d'un gouvernement conservateur majoritaire qui va améliorer les choses. Les choix politiques déphasés du gouvernement actuel, inspirés d'une idéologie conservatrice et militariste, ont déjà provoqué d'énormes difficultés financières, quand ce n'est pas la fermeture, chez nombre d'organisations de solidarité internationale. Les organisations de femmes ayant des orientations pro-choix, comme celles prenant parti sur des ques-

tions comme le conflit israélo-palestinien ou encore la militarisation du Canada, ont vu fondre ou disparaître leur financement en provenance d'Ottawa. Alternatives, Droits et Démocratie, Kaïros, entre autres, ont « goûté à cette médecine » pour avoir fait des choix solidaires courageux.

Dans un tel contexte, le projet ambitieux d'une Agence québécoise de développement international (AQDI), piloté par la députée indépendante Louise Beaudoin, ravive toutefois l'espoir. Il consisterait à rapatrier les 800 millions \$ versés de la poche des contribuables québécois au fédéral à la compétence du développement international pour les investir directement au Québec.

Mais au-delà des gouvernements en place et de leur idéologie, est-il nécessaire de rappeler que la vraie solidarité, celle qui tisse les liens si fructueux entre les peuples, passera toujours d'abord par la mobilisation et l'implication de citoyens et citoyennes épris de justice et d'équité. Nous continuerons donc, sans relâche, à bâtir et à édifier un monde plus juste avec la même ferveur qu'il y a 30 ans. Si l'année 2011 fut celle de l'indignation, nous souhaitons plus que tout que 2012 soit celle de l'engagement.

*En espérant vous compter des nôtres.*

*Lisez notre dossier  
« Pour que le printemps  
arabe ne devienne pas  
l'hiver arabe »*

*Pages 5 à 9*



## LE 8 MARS : LE FÉMINISME? PLUS ACTUEL QUE JAMAIS!

### RENCONTRE AMICALE SUIVI DE LA PROJECTION DU DOCUMENTAIRE « L'INDUSTRIE DU RUBAN ROSE »

Dans le cadre de la Journée internationale des femmes, le Collectif du 8 mars de Trois-Rivières, dont fait partie le CS/TR, vous convie à la projection du film *L'industrie du ruban rose*, réalisé par Léa Pool.

Ce long métrage documentaire explique comment la réalité dévastatrice du cancer du sein, que les experts en marketing considèrent comme une « cause de rêve », est occultée par la brillante histoire à succès du petit ruban rose.

Où vont réellement les millions de dollars amassés chaque année au profit de la lutte au cancer du sein et à quoi servent-ils exactement?

**Jeudi 18 mars, 19 h 30 au Ciné-Campus de Trois-Rivières  
(Séminaire Saint-Joseph, 858, rue Laviolette Trois-Rivières)  
COÛT: Gratuit ; membres du Ciné-Campus, 3 \$ ; membre du CS/TR  
(sous présentation de la carte de membre), 5 \$ ; non-membres**



*\*La projection est précédée d'une rencontre amicale, à 18 h au Séminaire St-Joseph, pour souligner cette Journée mondiale sous le thème «Le Féminisme? plus actuel que jamais! Confirmez votre présence avant le 2 mars au 819-373-2598 poste 0*

# RÉVOLTES ET CONTRE-RÉVOLUTIONS DANS LE MONDE ARABE

Quand Mohammad Bouazizi, un simple citoyen d'une petite localité en Tunisie, s'immola par désespoir face à une police qui l'empêchait de gagner son pain, peu de gens ou presque personne, ne croyait qu'il allait allumer le feu de la révolte dans plusieurs pays arabes. Depuis des décennies, peu de gens croyaient encore que ces populations arabes qui se montraient dociles allaient de nouveau prendre le chemin de la révolte. Mais cette vision s'est révélée fausse, et durant l'année 2011, on a vu le feu de la révolte atteindre plusieurs pays (Tunisie, Égypte, Bahreïn, Yémen, Libye et Syrie). Dès le début, les demandes des millions de personnes qui ont choisi d'affronter des régimes autoritaires impitoyables, se résumaient dans le renversement de ces régimes, la liberté, recouvrir la dignité et les différents droits.



**Fadi Hammoud**  
Journaliste indépendant

Mais dans une région qui a une très grande importance géostratégique et dans l'économie mondiale à cause de ses ressources pétrolières, les États-Unis et leurs alliés (occidentaux et arabes), ont vite réalisé les dangers de ces révoltes sur leurs différents intérêts et leur hégémonie au niveau mondial, ainsi que les occasions qu'elles pourraient leur offrir. Dès la chute du président tunisien Zine El-Abidine Ben-Ali, Washington et ses alliés ont décidé de réagir

*Dans une région qui a une très grande importance géostratégique et dans l'économie mondiale à cause de ses ressources pétrolières, les États-Unis et leurs alliés (occidentaux et arabes) ont vite réalisé les dangers de ces révoltes sur leurs différents intérêts et leur hégémonie au niveau mondial, ainsi que les occasions qu'elles pourraient leur offrir.*

et la crainte éprouvées par d'autres alliés arabes, surtout les monarchies du Golfe. En sacrifiant ses anciens amis, Washington allait essayer de surfer sur la vague contes-

pour contenir cette vague qui a déferlé sur plusieurs pays alliés en premier lieu, et pour ensuite essayer de l'utiliser contre les régimes hostiles ou qui ne sont pas encore totalement soumis au diktat américain.

Sacrifier les dictateurs « indéfendables », comme le président tunisien ou son homologue égyptien Hosni Moubarak, fut un premier pas nécessaire pour Washington, malgré la colère



*Des manifestants égyptiens commémorent les 25 personnes tuées sur la place Tahrir, au Caire, lors du début de la Révolution égyptienne et des premiers affrontements avec l'armée, il y a un peu plus d'un an.*

tataire et essayer de la contrôler pour empêcher tout vrai changement de régime, qui pourrait menacer son hégémonie dans la région, tout en prétendant avec ses alliés occidentaux, être un acteur de démocratisation de la région. Ces prétentions ne se résumaient pas seulement aux déclarations de la secrétaire d'État Hillary Clinton ou du président Barack Obama, mais allaient jusqu'à prétendre que Washington a favorisé ces révoltes à travers l'aide apportée par ses ONG, surtout le International Republican Institute (IRI) et le National Democratic Institute (NDI), aux activistes arabes.

La deuxième action prise par les États-Unis visait à couvrir la répression au Bahreïn, siège de la 5e flotte américaine, et à fermer les yeux sur l'invasion de ce pays en

**L'année 2011 aura permis aux populations de nombreux pays, dont l'Égypte, la Libye, la Syrie et la Tunisie, de se lever et d'affronter des régimes autoritaires impitoyables dans le but de recouvrir la dignité et le respect des droits humains.**

mars 2011, par les forces de l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Émirats Arabes Unis, pour essayer d'écraser la révolte pacifique des Bahreïnais et sauvegarder la monarchie des Khalifa. En même temps Washington encourageait les pays du Conseil de Coopération du Golfe (GCC) à lancer une médiation entre l'opposition et le régime du président Ali Abdallah Saleh au Yémen, pour essayer de limiter la portée de tout changement, autant que possible.

Avec un grand degré de complicité de la part des médias arabes et internationaux, les États-Unis et leurs alliés ont réussi à occulter la révolte du Bahreïn, qui se poursuit avec son lot de répression sanguinaire, et à faire imposer un accord de transition au Yémen, qui permet au président Saleh d'obtenir une immunité complète et la garantie que ses fils et adjoints qui contrôlent les rênes du pouvoir, resteront en place. Ainsi l'essence du régime et ses allégeances régionale et internationale sont sauvegardées, tandis que l'opposition commence à souffrir des dissensions à cause d'un compromis désavantageux.

Mais les révoltes en Libye et en Syrie, offrent à Washington et à ses alliés, l'occasion d'essayer de se débarrasser du régime de Mouammar Kadhafi et Bachar Al-Assad. La révolte de Benghazi ouvre une grande brèche dans un régime qui a longtemps opposé l'hégémonie américaine, mais s'est rallié à Washington en 2004. Comment cette révolte s'est transformée en un soulèvement armé dirigé par plusieurs ténors du régime, cela reste obscur. Mais on sait très bien que la résolution 1973 du conseil de sécurité de l'ONU, visant à instaurer une zone d'interdiction de vol censée protéger les civils de la foudre de Kadhafi, a été utilisée pour légitimer le renversement du régime tout en causant la mort de dizaines de milliers de civils. On sait aussi, grâce au livre de Bernard Henri-Lévy « La guerre sans l'aimer », que la France de Nicolas Sarkozy a décidé de donner son appui au Conseil national de transition libyen, après que son président Mustapha Abdel-Jalil eut accepté de donner 35 % du pétrole libyen à Paris, et que dès avril 2011 au moins, il y avait déjà des centaines de soldats français présents en Libye pour aider les insurgés. On sait très bien



que les gens du Groupe islamiste libyen combattant, un groupe affilié à Al-Qaida et dirigé par Abdel-Hakim Belhadj, ont été soutenus par les forces occidentales et le Qatar pour renverser Kadhafi. Depuis, la Libye sombre de plus en plus dans l'anarchie, les droits de l'homme sont bafoués plus qu'avant (il suffit de voir les rapports émis par Human Rights Watch et autres), mais le pétrole continue à couler paisiblement.

Les révoltes, qui ont abouti à des élections parlementaires comme en Tunisie et en Égypte, ont vu les islamistes gagner haut la main grâce à plusieurs facteurs politiques, historiques et sociaux. Ces résultats suscitent beaucoup de craintes chez plusieurs secteurs de ces sociétés, surtout quant à l'avenir de la démocratie. Plusieurs ont peur de voir une dictature islamiste s'instaurer à la place d'une dictature militaire. Le problème de la démocratie et l'alternance du pouvoir restent

tout entier. Le résoudre et s'assurer que le changement soit vrai restera le but à atteindre pour ces pays, ce qui pourrait passer par d'autres révoltes à venir. Le mouvement déclenché par la révolte tunisienne n'est qu'à son début. Son accomplissement pourrait être assez long et douloureux.

## QUE SE PASSE-T-IL EN SYRIE?

*Lisez l'analyse nuancée de Fadi Hammoud à propos de la situation en Syrie, de même que la version WEB du présent article sur le site Internet du CS/TR dans la section « PUBLICATIONS ET ARCHIVES »*

# LE RÔLE DES MÉDIAS DANS LE PRINTEMPS ARABE



**Daniel Landry**

Il y a plus d'un an que les révoltes du monde arabe se sont amorcées. Des peuples se sont soulevés pour mettre fin aux régimes dictatoriaux qui les oppriment depuis des décennies (Tunisie, Égypte, Libye). D'autres poursuivent toujours la lutte à ce jour (pensons à la Syrie). Dans ce contexte, il s'avère bien difficile, encore aujourd'hui, de comprendre la soudaineté et la simultanéité de ces révoltes. Comme facteur explicatif, plusieurs pointent le rôle des médias. En mai dernier, j'écrivais moi-même dans un texte intitulé « Les gazouillis du printemps arabe » que le développement du Web 2.0 avait favorisé la diffusion d'idées révolutionnaires. Il aurait joué le même rôle que la première révolution Internet dans la diffusion des idées zapatistes en 1994. Ceci étant,

**« En Occident, on accuse Al-Jazeera d'agir comme cheval de Troie à l'instauration de régimes islamistes; dans le monde arabe, on l'accuse de partialité, notamment chez les partisans du régime syrien de Bachir al-Assad. »**

une révolution technologique n'est jamais la mère d'une révolution politique. Elle peut servir à l'attiser, à la faire connaître; mais elle peut également servir à la discréditer et à l'écraser. En effet, le Web 2.0 peut être utilisé par les protestataires aussi bien que par les défenseurs des régimes en place. Il en est de même pour les médias traditionnels, à l'instar de la chaîne de télévision qatarie Al-Jazeera. Depuis sa création en 1996, Al-Jazeera joue un rôle central de diffusion de l'information dans le monde arabe. Il agit comme contre-



**Des manifestantes affichent le « F » de Facebook pour mettre en évidence la diffusion du Printemps arabe dans les médias sociaux.**

pois à l'information traditionnellement contrôlée par les médias saoudiens. Utilisant la recette des grands médias occidentaux (information continue), cette chaîne se positionne souvent comme leur alternative. Son caractère partial est d'ailleurs dénoncé à bien des égards. En Occident, on l'accuse d'agir comme cheval de Troie à l'instauration de régimes islamistes; dans le monde arabe, on l'accuse de partialité, notamment chez les partisans du régime syrien de Bachir al-Assad. Quoi qu'il en soit, par son caractère panarabe, Al-Jazeera s'est assurément positionné comme acteur-clé dans la diffusion des idées au cœur des révoltes du début de l'année 2011.

Pourtant, il semble que ce « quatrième pouvoir » médiatique ne réussisse pas à jouer le même rôle dans chacun des pays arabes aux prises avec des régimes dictatoriaux. D'aucuns parlent « d'apartheid médiatique » en référence au mutisme des médias contrôlés par les pétrodollars en Arabie Saoudite ou dans les pays du Golfe Persique. « Ainsi, les manifestants bahreïnais se plaignent amèrement que les médias arabes ne s'intéressent pas à eux alors qu'ils se battent pour les mêmes raisons qu'avant eux les Tunisiens, les

Égyptiens et les Libyens »<sup>1</sup>. Conséquemment, il y a lieu de croire que l'influence géopolitique de chaque régime dictatorial influencerait directement sur le contenu de l'information diffusée.

L'intervention occidentale ne serait pas étrangère à ce contrôle médiatique. C'est du moins la vision de Noam Chomsky. Selon lui, les États-Unis défendraient actuellement des régimes dictatoriaux très puissants, craignant l'instauration de véritables démocraties dans cette région du globe. Dans un monde arabe où une majorité de la population considère les États-Unis et Israël comme les principales menaces à la paix mondiale, l'apparition de régimes démocratiques signifierait indéniablement la fragilisation du contrôle étasunien sur la région. En revanche, des dictateurs amis de l'Occident assurent une stabilité économique. « Vous renversez un gouvernement parlementaire, vous y installez une dictature, vous envahissez un pays, et vous tuez 20 000 personnes, vous envahissez l'Irak et vous tuez des centaines de milliers de personnes – tout ça, c'est pour apporter la stabilité. L'instabilité, c'est quand quelqu'un vient se mettre en travers de votre chemin »<sup>2</sup>.

Là où les soulèvements arabes ont été les plus vifs, on a assisté à un prodigieux revirement de la position de certains gouvernements nord-américains et européens.



**Selon l'intellectuel et militant Noam Chomsky, aussi auteur de nombreux ouvrages critiques sur la politique étrangère des États-Unis d'Amérique et le fonctionnement des médias de masse, l'intervention occidentale ne serait pas étrangère au contrôle médiatique des pays pris avec des régimes dictatoriaux très puissants.**

L'ami Moubarak (rappelons-nous du discours d'Obama au Caire) devait tout à coup être renversé. Même chose pour Mouammar Khadafi en Libye, et maintenant pour le fragile régime d'al-Assad en Syrie. De prime abord, ce qui compte, c'est de rapidement récupérer la révolte et de l'orienter – par le biais des médias notamment – à des fins purement stratégiques.

En quelques jours ou quelques semaines, les grands médias peuvent transformer l'opinion publique et orienter insidieusement des débats de société majeurs. Peu importe l'orientation idéologique, les tendances partiales et les traitements partiels de l'information deviennent des menaces persistantes à l'instauration de régimes démocratiques. Pourtant, pour les populations arabes, dans cette période transitoire, il s'avère nécessaire de pouvoir bénéficier d'une information riche, transparente et diversifiée. Le passage du printemps révolutionnaire à l'été démocratique en dépend.

<sup>1</sup> Aldelbari Atouan, « Un apartheid médiatique », *Courrier international*, 17 mars 2011.

<sup>2</sup> *Propos de Noam Chomsky en provenance de son blogue.* « Les USA empêcheront l'instauration de la démocratie dans le monde arabe », 11 mai 2011.



**La chaîne de télévision qatarie Al-Jazeera, diffusée en langue arabe, est un média mondial écouté quotidiennement par plus de 35 millions de téléspectateurs.**

# LE PRINTEMPS ARABE, RÉCUPÉRÉ PAR LES ÉTATS-UNIS

À la fin des années 90, les États-Unis contrôlent plusieurs pays du Moyen-Orient grâce à leur soutien à des dictatures. Pourtant, quelques résistants leur échappent comme l'Afghanistan, l'Irak, l'Irak, la Libye et la Syrie. Les attaques terroristes de 2001 ouvrent alors la porte à ce que le président Bush appelle : « Un remodelage du Moyen-Orient ». La croisade « civilisatrice » peut commencer.



**Yves Lawler**

L'Afghanistan est attaqué et peu de temps après, Saddam Hussein est renversé en Irak. Force est de constater l'échec de ces guerres qui ont fait plus de 100 000 morts et qui n'ont rien réglé puisque l'Afghanistan et l'Irak sont toujours au bord de la guerre civile. L'impérialisme étatsunien en ressort affaibli, avec une économie criblée de dettes. Soudain s'ouvre une fenêtre d'opportunité pour reprendre l'avantage; le soulèvement des populations dans le monde arabe. Une ligne stratégique se dessine et plusieurs tactiques sont alors mises en œuvre. D'abord, il faut trouver des moyens pour continuer de sou-

tenir les dictatures appuyées par le gouvernement américain et en finir avec les pays résistants. Ensuite, il faut rechercher des interlocuteurs pros occidentaux et pros mondialisation capables de canaliser l'insatisfaction des peuples. C'est ce que nos médias appellent les « musulmans modérés » comme en Tunisie, en Égypte ou en Syrie. Dans ce dernier pays, ils promettent de couper les liens avec l'Irak, le Hamas et le Hezbollah.

L'information se doit aussi d'être contrôlée, ce qui se traduit singulièrement dans nos médias par des analyses simplistes basées sur le schème du « bon » et du « méchant » où les dirigeants des pays résistants sont les « méchants ». C'est également en protégeant la démocratie que le gouvernement des États-Unis appuie les soi-disant « bons dictateurs » du Yémen et du Bahreïn en demandant à l'Arabie Saoudite, un de ses pions, d'y envoyer son armée.

L'impérialisme étatsunien va-t-il en ressortir plus fort? Chose certaine, il lui sera désormais plus difficile d'obtenir un appui du Conseil de sécurité de l'ONU pour ses aventures guerrières. En effet, la Russie et la Chine, à juste titre, considèrent que la mission de l'OTAN en Libye a outrageusement dépassé le mandat de l'ONU. Non seulement ne souhaitent-ils plus jouer le jeu des guerres « humanitaires », mais ils ont aussi vu clair dans la stratégie des États-Unis. Celle-ci étant que derrière chaque prétexte pour déclencher des guerres, se cache un leitmotiv unique, soit de protéger les intérêts des États-Unis.

**L'impérialisme étatsunien va-t-il en ressortir plus fort?**

*L'image-symbole ressortit sur les médias sociaux représentant l'appui des États-Unis à la dictature d'Égypte, soit des boîtes de gaz lacrymogène utilisées par la police égyptienne, marquées du sceau « Made in U.S.A. ». Une autre dictature tolérée par l'Occident pour cause d'intérêts économiques et politiques.*



# ESSENTIEL À LA MISSION LE FINANCEMENT AUTONOME AU CS/TR



## Jean-Marc Lord

Pour réaliser les objectifs de sa mission, le CS/TR doit impérativement trouver des sources de financement autonome.

En effet, les subventions et contributions de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), du ministère des Relations internationales du Québec (MRI), ou des autres bailleurs de fonds sont conditionnelles à une contrepartie de notre part. À titre d'exemple, selon les différents programmes, l'ACDI ou le MRI peuvent verser, 1\$ ou 2\$ pour chaque dollar que nous pouvons recueillir nous-mêmes de manière autonome.

## UNE VEILLE CONSTANTE

Comme la plupart des organismes sans but lucratif, le CS/TR se trouve régulièrement dans une situation financière incertaine et doit mobiliser une part importante de ses énergies à la recherche de financement autonome. Mais cela n'a pas que des désavantages. Chaque dollar que nous recueillons nous-mêmes nous rend aussi plus indépendants, en plus de renforcer notre mission et notre détermination. Surtout, une partie significative des activités du CS/TR ne peut être financée par des subventions gouvernementales. Pensons ici à notre campagne de mobilisation citoyenne

*Chaque dollar que nous recueillons nous rend plus indépendants, en plus de renforcer notre mission.*

« Stoppons les dépenses militaires.com » ou encore à nos activités militantes en faveur de la création d'un État palestinien aux frontières viables.

## LA STRATÉGIE DU CS/TR

Pour réaliser ses objectifs de financement autonome, le CS/TR mise sur des activités diversifiées :

## LA CAMPAGNE POSTALE ANNUELLE DE FINANCEMENT

Au moment d'écrire ceci, nous avons atteint environ 80 % de notre objectif de financement. Un rappel vient d'être envoyé à environ 235 de nos donateurs qui n'ont pas encore répondu au premier appel et nous saurons d'ici la fin du mois de mars 2012 si l'objectif sera atteint.

## LA LOTERIE SOLIDAIRE

Les billets de la Loterie Solidaire 2012 sont actuellement en vente au coût de 144 \$ chacun. À ce jour, environ la moitié des 175 billets ont trouvé preneurs. Le premier tirage de 1025 \$ aura lieu le 19 avril 2012. En tout, il y aura neuf tirages en 2012, totalisant 10 675 \$.

## ORGANISATION D'ACTIVITÉS-BÉNÉFICES

Nous avons organisé le 11 novembre dernier un spectacle-bénéfice avec le chanteur Paul Piché. Bien que nous n'ayons pas atteint nos objectifs avec cette activité, elle nous a permis de roder nos procédés et d'entrevoir de meilleurs résultats à l'avenir. Le comité de financement compte donc organiser une autre activité-bénéfice de financement à l'automne 2012.

## UN DON PLANIFIÉ : POUR LAISSER SES VALEURS EN HÉRITAGE

Le don planifié prend souvent la forme d'un legs testamentaire ou d'une police d'assurance au bénéfice d'une organisation. Mais il peut aussi s'agir d'un don mensuel, d'un legs d'actions d'entreprise ou de la constitution d'un fonds de dotation dont les revenus d'intérêts bénéficient à l'organisme.

N'hésitez pas à me contacter pour obtenir de l'information à propos de la possibilité de faire un don planifié au CS/TR ou sur nos autres activités de financement autonome.

Jean-Marc Lord  
CS/TR  
(819) 373-2598 poste 317  
jean.marc.lord@cs3r.org



# RÉINVENTER LA DÉMOCRATIE

*L'année 2012 sera une année électorale pour d'importants pays sur la planète : la Russie (mars), la France (avril et mai) et les États-Unis (novembre). Pourtant, compte tenu de la santé de la démocratie sur la planète, les attentes doivent demeurer modestes face aux transformations que ces élections provoqueront. À l'heure actuelle, des réformes du système sont nécessaires dans toutes les « grandes démocraties » de la planète, incluant ces trois pays. Elles sont même préalables à l'arrivée de politiciens audacieux, aptes à prendre les décisions qui s'imposent d'un point de vue écologique, socioéconomique et géopolitique.*

## Daniel Landry

Rappelons-nous la campagne électorale d'Obama en 2008 dont le slogan « Hope » incarnait cette volonté de rompre avec l'ère Bush. Dans les faits, quatre années plus tard, le bilan d'Obama est plutôt décevant. Compte tenu des attentes gargantuesques qu'il a créées à son égard, il a échoué à réconcilier son peuple (et le monde) avec la politique. Bien sûr, les membres du Sénat et de la Chambre des représentants ont joué un rôle de saboteur depuis deux ans. Mais peu importe les raisons de ses échecs, son

bilan demeure bien modeste. À titre d'exemple, sa réforme en santé est insuffisante, ses plans de sauvetage de l'économie ne favorisent aucunement la classe moyenne et ses politiques extérieures sont aussi belliqueuses que sous Bush.

L'impuissance d'Obama ne signifie en rien que le parti républicain soit mieux placé pour gouverner les États-Unis. Au contraire, depuis Reagan, les républicains se sont radicalisés au point de présenter un discours dogmatique et délétère. L'impuissance d'Obama signifie plutôt que l'ensemble du système est à revoir (du bipar-

tisme au financement des partis, en passant par la couverture médiatique des campagnes). Dans un contexte où des crises (économique et écologique) pointent à l'horizon, il est inadmissible de se satisfaire d'un système politique aussi lacunaire.

La France vit également une évidente crise de la démocratie. Selon la formule d'Hervé Kempf, les oligarques de ce monde manipulent la sphère politique au nom de la libéralisation des marchés. Les politiciens, eux, bien impuissants, ne font que reproduire le système, sans chercher à véritablement s'en libérer. Telle qu'elle est exercée présentement, la démocratie ne permet donc aucunement l'éclosion de véritables alternatives au pouvoir en place. Une éventuelle victoire de François Hollande à l'élection présidentielle française risque donc d'avoir très peu d'impact sur la vie des Français.

L'exemple russe est plus indécent encore. Le pays est aux prises avec un véritable simulacre de démocratie (contrôle des médias, écrasement de l'opposition et manipulation possible



**Des élections présidentielles seront attendues en 2012 aux États-Unis, en Russie et en France. De gauche à droite : Barak Obama, Dimitri Medvedev et Nicolas Sarkozy.**

## LE GUATEMALA ÉLIT UN EX-GÉNÉRAL

des résultats). Depuis le début des années 2000, loin de construire une Russie démocratique, l'ex et futur président Vladimir Poutine se réconcilie plutôt avec l'ère stalinienne. Ce pays du « BRIC » poursuit sa croissance économique dont ne profite qu'une infime partie de sa population.

En somme, le contexte politique mondial est aujourd'hui propice à l'émergence d'un cynisme envers les institutions politiques. Même des partis traditionnellement de gauche ont récemment gouverné sous l'empire de

**« Telle qu'elle est exercée présentement, la démocratie ne permet donc aucunement l'éclosion de véritables alternatives au pouvoir en place. »**

la finance (la Grande-Bretagne de Blair, l'Espagne de Zapatero, la Grèce de Papandréou). C'est ce qui laisse croire que les réformes ne doivent plus être attendues des formations politiques traditionnelles, mais d'une pression populaire. Elles devront passer par la mobilisation d'une population en quête de son printemps démocratique.

(JML) C'est le 14 janvier dernier qu'est entré en fonction le nouveau président du Guatemala, Otto Pérez Molina, un général à la retraite et dirigeant du Parti patriote. Au contraire de plusieurs autres pays d'Amérique latine qui ont élu des gouvernements de gauche au cours des dernières années, le Guatemala a renoué avec la droite. Et pas n'importe laquelle. Selon Jean Zigler, membre du comité consultatif du conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le général Molina est tenu pour responsable de massacres de communautés mayas durant les années 80 au plus fort de la répression militaire qui a fait plus de 200 000 morts parmi les autochtones. Celui qui a déjà été à la tête des services de renseignement guatémaltèques dans les années 90 a promis de diriger le pays d'une main de fer. Avec le retour au pouvoir des « militaires », plusieurs craignent aussi que le Guatemala renoue aussi avec sa triste réputation de république de banane. Un pays où le peuple est durement réprimé et où ce sont les compagnies étrangères qui font la loi en graissant la patte des dirigeants.  
(Source : [www.libération.fr](http://www.libération.fr))



## INTERVENTIONS MILITAIRES ÉTRANGÈRES MÊME LA SCIENCE EST CONTRE

(JML) L'intervention militaire de l'OTAN en Libye était-elle le meilleur moyen pour sauver des civils, déloger le colonel Kadhafi et ramener la démocratie dans ce pays? Nous avons évidemment de nombreuses raisons d'en douter, mais voilà que la science sociale nous en apporte la preuve éloquentte.

Le 24 mars 2011, Stephen M. Walt, professeur de relations internationales à Harvard, a publié sur son blogue « Foreign Policy », un article qui recense plusieurs études démontrant que la très grande majorité des interventions militaires étrangères visant des changements de régime se soldent non seulement par des échecs, mais qu'elles augmentent aussi la possibilité de guerres civiles subséquentes. L'une de ces études, réalisée par Georges Downs et Bruce Bueno de Mesquita de l'Université de New York, a observé que parmi les dizaines d'interventions militaires américaines depuis 1945, moins de 3 % ont conduits à une démocratie stable au bout de 10 ans.

Malheureusement, les interventions étrangères en Afghanistan, en Irak et en Libye ne font que conforter les résultats de ces études...  
(Pour information : [www.stopponslesdepensesmilitaires.com](http://www.stopponslesdepensesmilitaires.com))

**97 % des interventions militaires échouent ou aboutissent à des guerres civiles.**



# KYOTO ET LE CUL-DE-SAC CANADIEN

*Les efforts et la pression de la communauté internationale auront été insuffisants pour forcer le Canada à respecter ses engagements envers le protocole de Kyoto. En ignorant la société civile, Harper a non seulement fragiliser les instances démocratiques canadiennes, mais aussi la vie de centaines de milliers de gens qui subissent présentement les dérèglements climatiques.*



**Marlène Dubois**

«Kyoto appartient au passé pour le Canada. (...) Nous invoquons nos droits juridiques à nous retirer officiellement de Kyoto», a déclaré Peter Kent, ministre canadien de l'Environnement à son retour de Durban, en Afrique du Sud, le 12 décembre dernier. Le Canada devenait ainsi le premier État à se retirer du traité, ratifié par 167 pays. En réaction à cette décision, l'ancien député bloquiste Daniel Turp, aussi professeur de Droit à l'Université de

exécutif, judiciaire). Monsieur Turp a d'ailleurs mis en ligne un Kyoto symbolique qui a su récolté l'appui de milliers de signatures.

Que le gouvernement conservateur ait agi de manière officiellement illégale et anticonstitutionnelle ou non, il a clairement choisi une économie se ralliant aux grandes entreprises polluantes plutôt que le respect de l'environnement et du bien commun des générations présentes et futures. Rappelons que pour respecter ses engagements initiaux de la première pha-

***Que le gouvernement conservateur ait agi de manière officiellement illégale et anticonstitutionnelle ou non, il a clairement choisi une économie se ralliant aux grandes entreprises polluantes plutôt que le respect de l'environnement et du bien commun des générations présentes et futures.***

Montréal, a récemment déposé à la Cour fédérale du Canada, avec le soutien de l'avocat Julius Grey et de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), un avis de demande de contrôle judiciaire afin d'invalider la décision du gouvernement Harper. Selon lui, Harper aurait bafoué les règles de séparation des pouvoirs de l'État (législatif,

se, le Canada devait réduire de 6 % ses émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport au niveau de 1990 d'ici 2012. Le retrait au protocole de Kyoto se chevauchant à une augmentation de 16,5 % des GES démontre clairement à quel point le Canada ne prend toujours pas les enjeux d'une augmentation de la température mondiale de 2°C au sérieux. C'est d'ailleurs en riant que les



***En décembre dernier, des manifestants «plein d'espoir» se dirigeaient au centre de conférence de Durban pour demander justice climatique.***

membres du parti conservateur ont reçu un prix fossile à Durban, décerné par plus de 700 ONG membres de Réseau Action Climat International. En évitant de payer sa pénalité de 14 milliards de dollars, le désengagement du gouvernement a certainement atteint son paroxysme.

Aujourd'hui, plusieurs craignent que cette décision rétrograde, calquée sur notre voisin du Sud, ne ralentisse le processus de négociations. En effet, quand les deux plus gros pollueurs du monde per capita se retirent, cela fait malencontreusement perdre de son sens et de sa portée au traité, en plus de risquer d'influencer d'autres pays enregistrant d'importants rejets, tels le Japon ou l'Australie.

Et maintenant, que fait-on lorsque son propre gouvernement adopte un langage de sourd, entache la réputation de son pays et nie l'urgence climatique tout en affirmant qu'il décidera lui-même de ses objectifs et de ses moyens de lutte contre les changements climatiques ? On se rallie aux initiatives novatrices comme celles de Daniel Turp ou de centaines d'organismes qui ont au moins le mérite de relancer le débat et de mobiliser les citoyens.

# LE CENTRE DE DÉTENTION DE GUANTANAMO : TOUJOURS OPÉRANT APRÈS 10 ANS D'ABUS



**Pascal Dominique-Legault**

Le 11 janvier dernier marque le triste anniversaire des 10 ans de l'utilisation de la prison de Guantanamo dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Cette prison est devenue le symbole visible de la lutte acharnée qu'ont menée les États-Unis à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Les autorités américaines déclarent qu'un total de 779 personnes y ont été détenues et pour la majorité, elles l'ont été sans avoir été inculpées formellement de quoi que ce soit, sans qu'un juge en décide ainsi, et ce, en contravention avec le droit international. Depuis le début de ces détentions arbitraires, le gouvernement de G. W. Bush a cherché à interdire les procédures d'habeas corpus, destinées à faire évaluer, par un juge, la légalité des détentions et à libérer les individus illégalement détenus. On estime qu'environ 530 individus seront éventuellement relâchés sans accusations, mais pour certains, seulement après des années d'incarcération. Depuis 2002, seulement six détenus ont été déclarés

**« Barack Obama s'est fait élire en 2009 en promettant de fermer cette prison devenue impopulaire mondialement, et ce, à l'intérieur d'une période d'un an. Le Congrès américain lui refusant le budget nécessaire en adoptant une loi à cet effet : Obama ne tiendra pas sa promesse. »**

coupables par commissions militaires. Quatre détenus ont plaidé coupables dans le cadre d'un accord négocié avec les autorités, dont Omar Khadr, cet enfant soldat canadien, toujours incarcéré à Guantanamo.

Cette grave situation de non-droit a été clairement aggravée lorsque les autorités américaines ont autorisé la Central Intelligence Agency (CIA), dès 2002, à utiliser des techniques d'interrogatoire coercitives augmentées comme les positions inconfortables, les privations de sommeil, la détention dans une petite boîte et le simulacre de noyade. Le secrétaire de la défense ira même jusqu'à « faire porter une cagoule au



détenu, le déshabiller, le priver de ses sens, le placer à l'isolement, l'obliger à rester dans des positions inconfortables et utiliser des chiens pour induire un état de stress ». Bien que le gouvernement américain de l'époque en dise autrement, ces techniques constituent des traitements cruels, inhumains et dégradants, et contreviennent au droit international. Barack Obama s'est fait élire en 2009 en promettant de fermer cette prison devenue impopulaire mondialement, et ce, à l'intérieur d'une période d'un an. Le Congrès américain lui refusant le budget nécessaire en adoptant une loi à cet effet : Obama ne tiendra pas sa promesse. De nombreux pays, acceptant de reprendre leurs ressortissants, ont lancé une bouée de sauvetage à Obama, mais depuis le début décembre 2011, 171 hommes sont toujours incarcérés à Guantanamo, dont seulement quatre purgent leur peine après avoir été déclarés coupables par une commission militaire. Fait étonnant : selon l'administration Obama, 48 détenus ne peuvent être ni libérés, ni jugés : ils doivent être maintenus en détention illimitée. Bien que le nombre de détenus ait diminué et qu'Obama ait sommé la CIA d'arrêter les détentions secrètes et les techniques d'interrogatoires augmentées, plusieurs détenus restent toujours dans une situation de non-droit après 10 ans d'opération : triste bilan!

Sources :

- Communiqué 11 janvier 2012 : « Dixième anniversaire de Guantanamo. Faits et chiffres ». Amnistie internationale Canada francophone.
- Communiqué 11 janvier 2012 : « Dixième anniversaire de Guantanamo. Chronologie ». Amnistie internationale Canada francophone.

# APRÈS S'ÊTRE INDIGNÉ S'IMPLIQUER!

Jean-Marc Lord

**O**n entend souvent dire que les jeunes d'aujourd'hui ne s'intéressent pas à la politique et qu'ils sont peu préoccupés par les problèmes de la société. Rien n'est plus faux, car si c'était le cas, ni les grandes manifestations étudiantes de novembre 2011, ni le vaste mouvement mondial « Occupons Wall Street », ni le printemps arabe n'auraient eu lieu. Les sociétés traversent actuellement une période où l'indignation est à son comble. Et même si cette indignation est d'abord portée par les jeunes, ce sont aussi toutes les couches de la société qui se reconnaissent dans ces mouvements visant à réclamer le changement.

*Mais au juste, pourquoi ces jeunes s'indignent-ils? Que réclament-ils en sortant dans la rue et en manifestant? Plus de démocratie? Moins de corruption? Davantage de solidarité? Un meilleur partage de la richesse? Un peu tout cela en même temps.*

*Il faut voir dans les diverses mobilisations une grande démonstration de démocratie et un indice de vitalité citoyenne. Et quelles que soient les revendications, les problèmes à solutionner ou les situations à améliorer, la clé de la réussite passe obligatoirement par l'engagement, l'implication, et l'action.*

## LES IDÉAUX DE LA JEUNESSE ET DE LA SAGESSE

### EN FINIR AVEC LA CORRUPTION

On a l'impression que, quel que soit le palier de gouvernement, de plus en plus d'élus ne travaillent plus pour la population qui les a élus, mais plutôt pour les banquiers, les entrepreneurs et les lobbyistes qui contribuent à leur caisse électorale. On s'indigne de la corruption et de la collusion. On s'indigne parce qu'on a le sentiment de ne plus avoir de pouvoir et d'assister à un détournement de la démocratie.

### CHANGER L'INJUSTICE DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE



Les jeunes qui ont planté leurs tentes à Wall Street en septembre 2011 l'ont fait pour dénoncer une autre forme de dictature, financière celle-là. Ils ont d'abord vu des banquiers cupides et irresponsables provoquer l'effondrement du système économique mondial et jeter des millions de gens ordinaires au chômage et à la rue dans le seul but de s'enrichir. Ils n'ont pas apprécié voir ensuite les gouvernements renflouer ces « banksters » avec l'argent de leurs impôts et de leurs taxes. Enfin, ils ont tous été stupéfaits de constater que ces agents de la haute finance continuaient à se verser des bonus extravagants malgré la crise. Mais l'indignation

**« On s'indigne parce qu'on a le sentiment de ne plus avoir de pouvoir et d'assister à un détournement de la démocratie »**

a véritablement atteint son comble quand le gouvernement, après avoir sauvé et récompensé les fautifs, a dit à la population qu'il fallait maintenant se serrer la ceinture et subir des mesures d'austérité. En clair, c'est essentiellement aux jeunes, aux plus démunis et aux gens de la classe moyenne qu'on demande de payer les frais d'une crise provoquée par des spéculateurs millionnaires et milliardaires, qui eux, continuent à s'enrichir.

*« Il nous appartient de veiller tous ensemble à ce que notre société reste une société dont nous soyons fiers (...) »*

Stéphane Hessel, manifeste « Indignez-vous »

## LA MOBILISATION : FACTEUR DE PROGRÈS INDÉNIABLE

Alors que certains ont tendance à observer les mobilisations citoyennes comme une nuisance et un frein au développement, c'est plutôt par ces contestations d'un certain « ordre établi » que les changements les plus positifs ainsi que les plus importants acquis sociaux sont arrivés dans nos sociétés au cours des derniers siècles (droit de vote des femmes, assurance-chômage, abolition de l'esclavage, fin de l'apartheid, etc.).

Près de nous, on peut se demander si le gouvernement Charrest aurait déclenché une Commission d'enquête publique sur l'industrie de la construction sans la pression soutenue de l'ensemble de la société québécoise. Par ailleurs, si la mobilisation citoyenne n'avait été aussi forte dès le début, combien de puits de gaz de schiste aurait-on déjà creusés impunément sur les terres privées de la Rive-Sud du Saint-Laurent aujourd'hui?



### METTRE FIN À LA DICTATURE

Les jeunes qui ont manifesté et affronté le pouvoir en Tunisie et en Égypte l'ont fait parce qu'ils n'en pouvaient plus de subir le chômage et la pauvreté alors que les « amis » des dictateurs Ben Ali et Moubarak vivaient dans l'opulence. Si des milliers d'entre eux ont subi les coups de matraque des forces de sécurité, parfois même au prix de leur vie, c'est parce qu'ils étaient exaspérés du silence que leur imposaient les forces de répression et aussi parce qu'ils n'avaient plus rien à perdre.



## PORTRAITS

# QUAND LA JEUNESSE S'EXPRIME ET AGIT

*« Ne doutez jamais du fait qu'un petit nombre de gens réfléchis et engagés peuvent changer le monde. »*

Margaret Mead,  
anthropologue

*Pour qu'une société progresse, il faut qu'il y ait des changements, mais par-dessus tout, des acteurs et des actrices qui croient au changement. Mais, à quoi ressemble donc la relève visionnaire d'aujourd'hui et de demain, qui travaille souvent dans l'ombre à améliorer le bien commun de tous et toutes par la force de ses convictions et de ses valeurs?*

*Ils sont certainement des milliers à l'échelle provinciale, nationale ou mondiale à demeurer à la fois informés et actifs, mais le CS/TR a choisi de vous en présenter quelques-uns au cœur de la Mauricie. Peut-être les reconnaissez-vous ou vous reconnaissez-vous dans leurs revendications et leurs passions?*

### JEAN-MAXIME LEMERISE

## UN JEUNE FORTEMENT IMPLIQUÉ DANS SA COMMUNAUTÉ

Jean-Maxime Lemerise est un jeune homme fort actif qui ne compte pas ses heures d'implication au sein de sa communauté. Parmi ses principaux champs d'intérêt, notons les mouvements Équiterre et écomarché.ca. « J'ai pris connaissance de l'existence d'un groupe d'action de bénévoles sous l'égide d'Équiterre il y deux ans, lorsque j'ai mis pied à Trois-Rivières pour un emploi. Étant membre de l'association d'Équiterre depuis plusieurs années, j'ai lu parmi les infolettres reçues, qu'un groupe était formé en Mauricie depuis 2007 et qu'il avait déjà entamé plusieurs actions et même réalisé deux énormes projets à l'échelle locale, soit un bottin des consommateurs responsables en 2008 et la création de la coopérative de solidarité et marché d'approvisionnement local écomarché.ca en 2009. Je me suis donc joint à une rencontre et je n'ai pas lâché depuis », dit Jean-Maxime.

Jean-Maxime occupe le poste de président pour Équiterre en Mauricie et à ce titre, ses fonctions sont multiples. « Siégeant sur plusieurs autres organismes et comités à Trois-Rivières, j'espère aussi tisser des liens avec d'autres groupes pour arrimer nos efforts ou du moins maintenir un dialogue actif pour s'entraider et faire

des actions ayant plus d'impact », précise cette fois Jean-Maxime. Ce dernier œuvre également avec le chapitre local d'Amnistie internationale, le Comité citoyen en transport durable de Trois-Rivières, le Comité de Solidarité/Trois-Rivières et son comité jeunesse, Ciné-Campus, Nature-à-l'oeil à Nicolet et l'écomarché, pour ne nommer que ceux-ci.



« Je me suis engagé parce que j'aime la vie, j'aime mon milieu et je me sens vivant à l'intérieur. Nous faisons partie d'un monde complexe, la meilleure façon d'y faire face est de sauter à pieds joints dans les causes qui nous animent. Vaincre le négatif par le positif, le statu quo par le changement, la

haine par l'amour. J'ai choisi mes combats, puisque de toute façon nous sommes tous des guerriers et nous avons tous notre qualité de vie à protéger. Mon message à ceux qui souhaitent s'engager, surtout aux plus jeunes, c'est que vous avez les armes les plus puissantes entre les mains; l'espoir, l'innocence, la fougue. Plus le temps avance, plus on s'ancre dans la routine et on finit par accepter des situations déplorables », conclut Jean-Maxime.

**Ces pages ont été publiées grâce au soutien du Forum jeunesse Mauricie et du Fonds régional d'investissement jeunesse Mauricie (FRIJM).**

**Retrouvez nos pages Grands Enjeux sur le site du [www.cs3r.org](http://www.cs3r.org)**



## MARIE-ÈVE LEDUC LUTTE CONTRE LE GAZ DE SCHISTE

### LE MORATOIRE D'UNE GÉNÉRATION

Jeune femme très impliquée pour la cause environnementale, Marie-Ève Leduc a fait sienne la défense de l'écosystème notamment contre l'exploitation du gaz de schiste. Toutes ses énergies vont actuellement du côté de la Campagne pour le moratoire d'une génération qui exige l'adoption d'un moratoire de vingt ans sur l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste au Québec, comme élément prioritaire pour sortir le Québec des énergies fossiles.

« Au fond, mon indignation a débuté lorsque j'ai appris que l'exploration du gaz de schiste allait débiter dans le secteur de Sainte-Angele-de-Laval, ma région natale. C'était en août 2010. Je trouvais tout à fait irresponsable d'injecter des pro-

duits chimiques dans le sol et de salir des quantités impressionnantes d'eau dans le processus », mentionne Marie-Ève.

« J'ai collaboré à la réalisation d'un film participatif avec mes concitoyens afin de partager nos inquiétudes. Je me suis aussi impliquée dans des comités régionaux pour ensuite joindre mon action au Moratoire d'une génération. En fait, nous avons besoin de toutes les générations pour gagner la lutte contre les gaz de schiste. Les générations montantes ont tout à perdre d'un avenir souillé par les énergies sales », avoue Marie-Ève qui embrasse également plusieurs autres causes, la plupart reliées à l'environnement.

Par ailleurs, celle-ci affirme que de faire partie d'une lutte, d'un mouvement « c'est aussi très amusant, inspirant,



enrichissant! Le Moratoire d'une génération est une formidable école qui me permet de tisser des liens avec des gens et de mettre à profit toute ma créativité. » « Enfin, comme jeune, comme femme, je m'implique parce que je ne peux pas accepter l'idée que la vallée du Saint-Laurent devienne le dépotoir des gazières. Je ne peux accepter qu'on contamine des milliards de litres d'eau, notre terre, notre air et qu'on sacrifie les générations futures pour quelques dollars », conclut-elle.

## UNE PASSION DE JACINTHE LEBLANC

### LA CITOYENNETÉ MONDIALE

Jeune citoyenne du monde, Jacinthe Leblanc était au nombre des onze finissantes en psychoéducation de l'UQTR ayant participé l'an dernier à l'initiative « Psychoed sans frontières » à destination d'Haïti, afin d'offrir leur contribution à la suite du tremblement de terre qui a dévasté une importante part du pays. « Psychoed sans frontières » est un projet mis de l'avant par et pour les étudiants avec l'appui du Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS/TR). En effet, dans le cadre de sa mission d'éducation, le CS/TR a mis sur pied des stages qui contribuent à former chaque année une centaine de jeunes - à travers différents programmes - aux réalités de la coopération internationale en les confrontant directement aux conséquences de la mondialisation dans les pays du Sud. Le Comité de So-

lidarité/Trois-Rivières espère ainsi en faire des citoyens politisés et conscients des enjeux internationaux qui pourront nourrir de leur vision les différentes activités de sensibilisation du public du Comité de Solidarité/Trois-Rivières dans ses travaux. « Grâce à notre projet « Psychoed sans frontières », nous avons pu venir en aide aux paysans de la région de Sainte-Suzanne sur une période d'un mois, durant lequel nous avons pu participer à un programme d'agroforesterie par le biais de l'Institut de recherche en agroforesterie et en techniques d'aménagement du milieu (IRATAM) d'Haïti », mentionne Jacinthe. « Là-bas, nous avons été en mesure de monter des ateliers phychoéducatifs dans les écoles primaires et secondaires. Ces ateliers, tantôt récréatifs ou créatifs, portaient entre autres sur le français et l'environnement. Il y avait également des ateliers avec des professeurs dans



lesquels il était question du développement de l'enfant », de poursuivre Jacinthe. « Pour moi, il était tout à fait naturel de travailler à la mise en place de ce stage, car je possédais déjà une bonne expérience en coopération internationale. Celle-ci apporte énormément aux participants, tant du côté humain que professionnel », ajoute encore Jacinthe qui travaille activement à mettre sur pied un retour de « Psychoed sans frontières » en Haïti pour mai 2012, mais cette fois, pour une période de six semaines.

## LES DROITS HUMAINS

# UN SUJET TOUJOURS D'ACTUALITÉ



### L'équipe RITA

Anick Michaud, Richard Grenier et Sarah Bourdages

*Autour du monde, des instruments énoncent et font respecter les droits humains : la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention relative aux droits des handicapés, etc. Malgré tout, les droits d'hommes, de femmes, d'enfants, riches ou pauvres, de différentes religions et orientations sexuelles sont toujours bafoués.*

*Afin de permettre aux jeunes d'apprivoiser ce thème, le Réseau In-Terre-Actif du Comité de Solidarité/Trois-Rivières a élaboré pour les intervenants scolaires différents outils invitant à apprendre, à se poser des questions et à agir pour les droits de la personne dans notre communauté! Quelques-uns des outils présentés ci-dessous sont disponibles au [www.in-terre-actif.com](http://www.in-terre-actif.com). N'hésitez pas à les consulter ainsi qu'à les faire connaître.*

## POUR UN MONDE À L'ENDROIT



*Plongez-vous dans l'univers de Rama, Stanley, Lokesh, Nora, Winston ou Awa, tous des jeunes de pays du Sud dont un des droits fondamentaux est bafoué... Êtes-vous prêts à tenter l'expérience de la solidarité en vous glissant dans leur peau?*

### ET SI C'ÉTAIT MOI?

Avec la trousse virtuelle « Pour un monde à l'endroit », les participants se glissent dans la peau de jeunes de pays du Sud qui, au sein d'une histoire « dont vous êtes le héros », vivent des injustices. Ils doivent alors réfléchir, prendre des décisions, répondre à des questions et poser des gestes concrets pour vivre dans le respect de leurs droits fondamentaux. Notez que cette trousse est également disponible en anglais et elle comporte une base de données permettant aux éducateurs d'évaluer les apprentissages des élèves.

### VOIR, ANALYSER ET AGIR...

#### POUR LES DROITS DES ENFANTS!

Avec ce troisième tome de la série « Comprendre pour agir », les élèves ont la chance de se familiariser avec six droits, mais aussi de se responsabiliser par rapport à ceux-ci. Qu'est-ce qu'un droit? Qu'arrive-t-il s'il n'est pas respecté? À qui incombe la responsabilité de le faire respecter? Grâce à des capsules d'informations réparties sur des cartes du monde et à des propositions de défis, les jeunes découvrent leurs droits et leurs responsabilités pour devenir citoyens du monde!

### À VOS MARQUES, PRÊTS... RÉPONDEZ!

Jusqu'en avril, une vingtaine d'écoles primaires de la Commission scolaire Chemin-du-Roy et de la Commission scolaire de La Riveraine participeront à l'activité « Connaissez-vous vos droits? ». Sous forme d'un jeu-questionnaire, ce concours « Génie en herbe » permettra aux élèves du 3e cycle d'apprendre sur les droits en recevant une animation en classe et un album « Comprendre pour agir ». Avec leur enseignant, ils auront ensuite l'occasion d'approfondir et de tester leurs

connaissances sur les droits humains... et peut-être même de mériter leur place au sein de l'équipe qui représentera leur école lors de la finale!

## EXPOSONS NOS DROITS!

Le Réseau In-Terre-Actif met à la disposition des écoles, des institutions et du grand public une exposition-photos sur le thème des droits humains et des droits des enfants. Cette exposition est disposée sur trois bannières (recto-verso) de 7 pieds de haut par 2 pieds et demi de large.

Elle comporte des photos percutantes, des informations et des questions pour susciter la réflexion et l'action. Les organismes ou les personnes intéressées peuvent réserver l'exposition gratuitement (à l'exception des frais de transport) auprès de l'équipe du Réseau In-Terre-Actif.

## MES DROITS, CHEZ MOI

Le dernier né au Réseau In-Terre-Actif : une trousse pédagogique pour mieux connaître les mécanismes de protection des droits au Canada. Abordant les ques-

tions de l'intimidation, de la violence familiale, de l'intégration des immigrants, de la santé environnementale, de la situation des personnes handicapées et de l'accès aux loisirs, cette trousse permettra, entre autres, aux élèves de cibler les pistes de solution qui sont à leur portée s'ils sont victimes ou témoins de situations injustes.

Pour plus d'informations, communiquez avec nous au (819) 373-2598 ou au rita@in-terre-actif.com! Visitez le site in-terre-actif.com

## CHANGE TON MONDE, UNE ŒUVRE À LA FOIS

Le Réseau In-Terre-Actif ([www.in-terre-actif.com](http://www.in-terre-actif.com)) du Comité de Solidarité/Trois-Rivières en collaboration avec le Forum Jeunesse Mauricie et la section des arts de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) organisent un rassemblement jeunesse régional intitulé Change ton monde, une oeuvre à la fois. Le but premier de cette activité est de sensibiliser les élèves aux grands enjeux sociaux tels que le racisme, la santé planétaire, la solidarité et la paix. Le projet vise également à permettre aux élèves de s'exprimer sur la place publique en exposant leurs travaux et en partageant leurs points de vue lors du grand rassemblement qui aura lieu à l'UQTR le 26 avril 2012, à après-midi.

**Pour plus d'informations, communiquez avec Richard Grenier au 819-373-2598 poste 313**

**Si le monde était un village**

SI LE MONDE ÉTAIT UN VILLAGE COMPOSÉ DE 100 HABITANTS, LE VILLAGE COMPTERAIT :

- 58 Asiatiques, 14 Africains, 14 Américains et 13 Européens
- 32 femmes et 68 hommes
- 60 personnes (40 hommes, 20 femmes) qui seraient les parents et grands-parents
- 58 personnes qui pourraient avoir accès aux soins de santé
- 42 personnes qui ne touchent jamais ni les postes
- 3 enfants qui travailleraient dans des conditions d'insécurité et 1 petite fille qui serait obligée de travailler pour survivre
- 24 personnes seulement qui pourraient avoir accès à la bibliothèque du village
- 1 personne qui pourrait aller au cinéma
- 24 personnes (soit 24% du total) qui pourraient avoir accès à l'électricité

**QUESTION**  
 Qui pourrait être le monde-village? À quel endroit du monde les personnes les plus riches et les plus pauvres vivent-elles?

**CHANGE TON MONDE**  
 UNE ŒUVRE À LA FOIS

Crée en classe des œuvres engagées qui illustrent des enjeux de l'actualité et participe au rassemblement des jeunes du secondaire le 26 avril 2012 à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Des prix d'une valeur totale de 1 000 \$ sont à gagner.

Les œuvres sélectionnées seront exposées à l'UQTR et vues par des milliers de personnes.

DEMANDE À TON ENSEIGNANT DE S'INSCRIRE AU IN-TERRE-ACTIF.COM - 819-373-2598 POSTE 313

# L'ACCOMPAGNEMENT D'UN STAGE À L'ÉTRANGER



*Émie Thivierge, accompagnatrice 2012 avec le CS/TR*

-« Alors, tu pars en stage? »

-« Hum... Oui! Non! En fait oui et non.

*Je pars en accompagnement de stage, qui... finalement, sera un stage en soit! »*

Je suis Émie Thivierge et je serai accompagnatrice d'un stage Québec sans frontières, à l'été 2012, à l'île Ometepe, au Nicaragua. Accompagner un stage, c'est s'assurer que ton groupe, de neuf stagiaires dans mon cas, tire le maximum de son expérience sur le terrain, qui par la suite transparaîtra dans leur vie de tous les jours.

Selon le ministère des Relations internationales (MRI), les accompagnateurs sont des « personnes d'expérience qui appuient les stagiaires et s'assurent du bon déroulement du projet à toutes les étapes de la formation pré-départ, du séjour à l'étranger jusqu'au retour au Québec ». Ouf! Cela représente

tout un défi et c'est justement ce qui m'a attirée vers le projet. Bien que j'ai acquis de l'expérience de travail sur le terrain auparavant, je me retrouve tout de même devant plusieurs défis. À titre d'exemple, il y a le fait de me retrouver dans la même catégorie d'âge que mes stagiaires. Il s'agit en fait à la fois d'un défi et un d'atout. Comme j'ai eu l'occasion et la chance de prendre de l'expérience dans le passé, je dois m'assurer de faire valoir ces expériences et de réussir à les mettre au profit des stagiaires. Je désire donc réussir à leur transmettre les connaissances que je possède afin de contribuer à la réussite du stage sur tous les aspects. D'un autre côté,

il s'agira d'un atout, comme je peux saisir et peut-être mieux cibler leurs attentes, leurs idées, etc.

Nous en sommes présentement à la phase pré-départ. La préparation d'un stage représente une étape primordiale afin de retirer le maximum de l'expérience. Notre projet de stage, qui pour le moment vise la mise sur pied d'un cybercafé dans la coopérative de Puesta del Sol, ne représente qu'un simple volet du séjour sur le terrain. L'accent est réellement porté sur la connaissance de l'autre, la différence culturelle, l'apprentissage de l'espagnol et l'intégration à la communauté d'accueil. Un stagiaire qui revient au Québec ayant accompli cela aura atteint, selon moi, les objectifs d'un stage d'initiation à la coopération.

Pour le moment, les formations pré-départ vont bon train et nous continuons à apprendre à nous connaître davantage. La cohésion du groupe est bonne et elle est des plus importante, bien qu'il ressorte de l'impensable que tous ressortiront meilleurs amis après l'expérience. Le séjour terrain peut mettre à dure épreuve les relations interpersonnelles comme

il peut venir les consolider. La connaissance de soi est probablement l'outil le plus efficace dans ces situations, ce qui représente un axe des formations pré-départ. Un stage du genre représente la meilleure école qu'il soit : nous apprenons sur les autres avec les liens que nous tissons au sein du groupe, nous apprenons sur la culture et la langue d'accueil, qui nous ouvre sur le monde, et puis finalement, nous apprenons sur soi-même; sur qui nous sommes réellement et sur ce dont

***L'accent est  
réellement porté  
sur la connaissance  
de l'autre, la  
différence culturelle,  
l'apprentissage  
de l'espagnol et  
l'intégration à  
la communauté  
d'accueil.***

nous voulons dans la vie, les valeurs que nous désirons véhiculer et défendre, en prenant position sur des sujets qui nous touchent, etc. Par contre, avant d'arriver à cette dernière étape, il y a une prochaine phase : le séjour terrain!

## À SAINTE-SUZANNE, EN HAÏTI LA PAYSANNERIE NE COMPTE PLUS LES DÉFIS!

*Le CS/TR, avec le soutien financier de l'Agence canadienne de développement international, du ministère des Relations internationales à Québec et de Développement et Paix, a soutenu les efforts des paysannes et des paysans de Sainte-Suzanne pour une agriculture durable. Le projet a débuté en octobre 2008 et il s'est terminé en septembre dernier 2011.*



**Denis Labelle**  
directeur du CS/TR

J'ai eu la chance, à de nombreuses reprises, d'être témoin des efforts titanesques déployés par les paysannes et les paysans pour la mise en œuvre du projet. Sainte-Suzanne aura connu, comme pour le pays tout entier pendant la durée du projet, deux ouragans importants, le tremblement de terre dévastateur de janvier 2010 et l'épidémie de choléra qui rode encore aujourd'hui. Tout pour provoquer la déprime des plus grands optimistes. À voir la ferveur avec la-

***La coopérative de café de Sainte-Suzanne aura vu le nombre de producteurs augmenter de 35 %, ce qui s'est traduit par une augmentation de membres recevant de la formation et de nouvelles plantules de café, de même que par une augmentation de la production de café pour le marché équitable.***

quelle les paysannes et les paysans continuent à travailler, on se demande si l'optimisme n'a pas un seul pays : Haïti. En trois ans, les participantes et participants du projet ont adopté de nouvelles techniques agricoles afin d'augmenter la quantité et la variété de la production vivrière en plus de favoriser l'augmentation de la couverture végétale qui contribue à réduire, à petite échelle certes, l'érosion des terres. La coopérative de café de Sainte-Suzanne aura vu le nombre de producteurs augmenter de 35 %, ce qui s'est traduit par une augmentation de membres recevant de la formation et de nouvelles plantules de café, de même que par une augmentation de la production de café pour le marché équitable. Au bout de cette chaîne, les paysannes et les paysans auront vu leur revenu annuel augmenter facilitant ainsi l'urgence d'épargner pour faire face aux besoins de la vie (scolarisation des enfants, frais médicaux, achats des semences et outils agricoles...).

Le projet aura permis la naissance d'un cercle d'actions et de réflexions réunissant les femmes et qui aborde les ques-

tions de nouveaux rapports femmes-hommes. Ce sont plus de 75 femmes, réunies en trois groupes, qui se rencontrent tous les mois. Un nouveau groupe a aussi vu le jour. Il s'agit du regroupement des jeunes agricultrices et agriculteurs de Sainte-Suzanne (25 membres mixtes âgés de 16 à 25 ans) qui abordent des questions importantes comme celle de l'exode des jeunes de Sainte-Suzanne vers les villes et celle du « rajeunissement » de celles et ceux qui pratiquent l'agriculture.

En novembre 2011, je me suis rendu à Sainte-Suzanne pour réaliser un travail d'évaluations des résultats. Il fallait entendre les paysannes et les paysans décrire eux-mêmes les résultats les plus importants. Ce n'est pas tant l'augmentation du revenu (important tout de même) qui est nommée en priorité, mais ce sont les nouvelles techniques agricoles apprises, les nouvelles capacités en écriture/calcul et surtout cette nouvelle capacité qu'est celle de prendre la parole dans un groupe.

Le développement de soi, comme celui d'une communauté, commence par une prise de parole. Je ne l'avais pas oublié, mais comme il est important de s'en souvenir.



***Pépinière de la coopérative de café de Sainte-Suzanne***

LES FEMMES AU POUVOIR

# L'ENVERS DE LA MÉDAILLE

*En 2006, à la tête du Parti Québécois, Pauline Marois, tint les propos suivants : « Les femmes ont peur du pouvoir parce qu'elles pensent qu'il corrompt ». Elle n'avait pas totalement tort. Les femmes doivent combattre des contradictions internes pour entrer en relation avec le pouvoir. L'éducation et la socialisation transmises par les membres de notre environnement immédiat et éloigné n'ont fait que renforcer l'idéologie patriarcale qui règne en politique et dans bien d'autres lieux.*



**Marie-Andrée Gauthier**

Pour que la situation se renverse, au Québec, il faudrait que 25 % des sièges à l'Assemblée nationale soient occupés par des femmes. Il reste que faire de la politique, c'est un métier non traditionnel.

Une femme en politique doit décider, agir, influencer, mais surtout amener du changement. Au lieu de pénétrer dans le cercle de la compétition, un climat de solidarité serait davantage à développer. Il faut contrer l'image que le monde est masculin. Donc, il

**« L'éducation et la socialisation transmises par les membres de notre environnement immédiat et éloigné n'ont fait que renforcer l'idéologie patriarcale qui règne en politique et dans bien d'autres lieux. »**

ne faut pas y accéder pour s'y mouler. Une fois élues dans un poste de pouvoir, les femmes doivent défaire le discours capitaliste dominant qui relaie aux oubliettes les mesures sociales pour les besoins de chacune et de chacun. Certes, l'objectif demeure qu'un maximum de femmes prennent le pouvoir, mais pas à n'importe quel

prix et surtout pas sous n'importe quelle influence.

À tort, nous nommons certaines femmes comme exemples pour l'avancée du féminisme. Par exemple, Margaret Thatcher, élue onze années à la tête du parti conservateur en Grande-Bretagne, fut celle que l'on surnommait la « dame de fer » et qui est loin de faire l'unanimité au sein des féministes! Réputée pour avoir suivi les traces du président américain Ronald Reagan, elle ne se gêna pas pour redresser l'économie britannique selon des mesures libérales, créant ainsi une classe moyenne, mais faisant accroître l'écart entre les riches et les pauvres. Sa méthode intransigeante d'aborder la politique entraîna une hausse incomparable du taux de chômage au Royaume-Uni. Voilà un bel exemple démontrant qu'une leader ayant des idées se situant à la droite de l'échelle politique est loin d'être un avantage pour les citoyennes, et ce, même si c'est une femme!

Angela Merkel, chancelière fédérale de l'Allemagne, est également l'une de celle que l'on cite en exemple. En effet, cette politicienne de la droite conservatrice n'y va pas de main morte pour gérer les questions économiques de son pays et même celles de la zone européenne! Son plus récent appui à l'égard du président français Nicolas Sarkozy a de quoi confirmer



**Margaret Thatcher surnommée la « dame de fer », ex-première ministre du Royaume-Uni, de 1979 à 1990**

son allégeance pour une idéologie qui prône la xénophobie et la violence. C'est sans parler des positions contestées (et contestables) de Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), et de plusieurs autres.

Selon une étude de Danielle Maison-neuve (2004), les femmes seraient motivées à participer à des instances par désir de contribuer au changement dans leur collectivité et par la volonté de s'engager socialement afin d'aider la communauté à rehausser la qualité de vie de ses membres. Les femmes désirent également influencer le dé-

veloppement des organismes où elles s'investissent. Dans la perspective d'être utiles, les femmes souhaitent faire bénéficier les organismes de leur expérience, de leurs connaissances et de leurs expertises. Par contre, Maisonneuve mentionne qu'avant 35 ans, les femmes ont trop de responsabilités familiales qui entraînent le stress de la double tâche, ce qui les décourage à participer politiquement. Qui plus est, les femmes détiennent le plus souvent des tâches exigeantes (préparation des repas, soin des enfants, rôle d'aidante naturelle) qui freinent leur engagement. Toujours selon Maisonneuve, les femmes évaluent souvent qu'elles sont moins compétentes pour la prise de parole lors de réunions. Dû à des

**« Il faut donc que le plafond de verre – ces barrières invisibles et artificielles créées par des préjugés comportementaux et organisationnels qui empêchent les femmes d'accéder aux plus hautes responsabilités – soit brisé. »**

tensions dans les rapports hommes/femmes, plusieurs femmes estiment qu'elles sont moins prises au sérieux que les hommes lorsqu'elles s'expriment, comme si elles étaient moins crédibles. Il faut donc que le plafond de verre – ces barrières invisibles et artificielles créées par des préjugés comportementaux et organisationnels qui empêchent les femmes d'accéder aux plus hautes responsabilités – soit brisé. Que des femmes comme Ellen Johnson Sirleaf, présidente du Libéria, première femme à être démocratiquement élue à la tête d'un pays africain et co-lauréate du prix Nobel de la paix 2011, soient plus nombreuses. Que la promotion de l'éducation, notamment celles des filles, et l'indépendance économique



**Ellen Johnson Sirleaf, présidente du Libéria et co-lauréate du prix Nobel de la paix 2011**

des femmes constituent les premiers points à l'agenda politique des femmes au pouvoir. Leur présence à la gouvernance de pays représente un symbole pour les femmes, mais elle doit également prendre un sens et une signification concrète dans le quotidien des citoyennes. Sinon, à quoi bon voter pour une femme, si ce n'est que pour reproduire le système patriarcal?

## En solidarité avec les femmes autochtones du Québec

**Venez festoyer et participer à la collecte de fonds organisée par le comité Femmes et Développement du CS/TR.**

**Mercredi 14 mars à 17 h**  
**Restaurant Los Cactus**  
 (268, rue des Forges, Trois-Rivières)

**Billets en vente au coût de 20 \$**  
 Information et réservation : (819) 373-2598 poste 302

\* Les fonds amassés serviront à appuyer les initiatives de promotions de droits des femmes autochtones du Québec.

**Au menu : repas complet et activité culturelle animée par le groupe musical Awôssizak akik « les enfants de la terre » d'Odanak.**



**Madame Michelle Audette, présidente de femmes autochtones du Québec sera des nôtres à cette occasion.**

# « BIENVENUE PALESTINE 2012 »

## UNE DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE PRENDRA PART À L'APPUI INTERNATIONAL



Dans la foulée des mouvements internationaux de solidarité envers le peuple palestinien tel « le Bateau canadien pour Gaza », une nouvelle initiative prend forme sous le nom de « Bienvenue Palestine » et souhaite rassembler près de 2000 militantes et militants du monde entier en Palestine (à Bethléem, en Cisjordanie

occupée) à la mi-avril 2012.

Les participants de « Bienvenue Palestine » transiteront par l'aéroport de Tel Aviv afin de se rendre directement en Cisjordanie où ils seront attendus pour se joindre à un projet consacré au droit à l'éducation pour les enfants palestiniens.

Une délégation québécoise participera d'ailleurs au projet et le CS/TR prévoit déjà l'envoi d'un membre trifluvien au sein de cette mobilisation.

L'objectif de cette action consistera surtout à contester la politique israélienne d'isolement, d'apartheid routier et de blocus de la Cisjordanie, qui prive les Palestiniens, depuis plusieurs générations, de circulation sur leur propre territoire. Les militants et militantes se rendront donc à Tel Aviv pour demander le soutien des gouvernements sur le droit des Palestiniens à recevoir des visiteurs, ainsi que le droit pour leurs ressortissants respectifs de visiter librement la Palestine. Sur place, les militantes et militants seront hébergés par des familles palestiniennes et consacreront leur temps à la mise en place d'une école internationale, gérée par un groupe de la société civile palestinienne, baptisée « École Stéphane Hessel » en l'honneur de l'auteur du livre « Indignez-vous ».

L'établissement permettra d'élargir l'espace d'animation, d'éducation et de formation pour les jeunes de Palestine et tout particulièrement les enfants des camps de réfugiés (temps d'apprentissage, jeux, rencontres, découvertes (ateliers de langues, de photographies, festival, etc.).

### COMMENT PRENDRE PART À « BIENVENUE PALESTINE »?



Devenez signataires et adhérer à l'appel « Bienvenue Palestine » visant à permettre aux défenseurs des droits de l'homme et des droits nationaux du peuple palestinien de se rendre librement en Palestine en avril 2012.

Demander à des signataires potentiels de soutenir cet appel. Le projet a déjà reçu l'appui de personnalités importantes à l'échelle internationale tel que Desmond Tutu, Stéphane Hessel, Noam Chomsky ainsi que des militants québécois engagés de longue date.

Appuyez financièrement le projet.

### PARTICIPER AU DÉFI!

Tous les détails au : [www.bienvenuepalestine.com](http://www.bienvenuepalestine.com)

Coordination du projet à Montréal : [quebec@bienvenuepalestine.com](mailto:quebec@bienvenuepalestine.com)

### UNE ACTION DE SOLIDARITÉ PORTÉE PAR LE CS/TR À CHATILA AU LIBAN

Depuis deux ans, le CS/TR porte haut et fort le flambeau du Comité Palestine, créé il y a plus de deux décennies, en se préoccupant toujours davantage de la situation des Palestiniens dans le monde, notamment de celle, souvent oubliée, des réfugiés.



Au cours des prochains mois, le CS/TR enverra deux militants sur le camp de réfugiés palestiniens Chatila, situé à Beyrouth au Liban. Ceux-ci tisseront des liens avec une organisation sur place et reviendront au Québec pour témoigner, à travers les médias et une série de conférences, des diverses réalités que vivent les Palestiniens.

Pour devenir membre du Comité Palestine à Trois-Rivières : [communications@cs3r.org](mailto:communications@cs3r.org) – [www.cs3r.org](http://www.cs3r.org)  
Pour en savoir plus sur le camp Chatila : [www.radio-canada.ca/Chatila](http://www.radio-canada.ca/Chatila)

## RECRUTEMENT MILITAIRE

## DÉBAT AU CÉGEP DE VICTORIANVILLE

*Ily a plus d'un an, une décision prise démocratiquement en assemblée générale par les syndicats du Cégep et l'association étudiante optait pour le « bannissement de toute forme de recrutement militaire » entre les murs de l'institution collégiale du Cégep de Victoriaville. Malgré cette résolution, la direction du Cégep continue d'affirmer qu'elle ne fermera pas la porte aux Forces armées canadiennes au sein de son école .*

*Quant à cette prise de position, deux étudiants du Cégep ont répondu publiquement par une lettre ouverte dans le journal régional La Nouvelle union. Le CS/TR vous présente un extrait de leur propos, qui se rattache bien aux valeurs véhiculées par la campagne stopponslesdepensesmilitaires.com.*

« (...) Effectivement, le Cégep de Victoriaville adhère aux mouvements des Établissements verts Brundtland (EVB) et celui du Cégep Vert du Québec. Les objectifs des EVB sont de construire un monde écologique, pacifique et démocratique. Le rapport Brundtland, dont est issu ce mouvement, précise que « la compétition en matière d'armement et les conflits armés peuvent dresser de redoutables obstacles sur la voie d'un développement durable [qu'ils] hypothèquent lourdement des ressources matérielles [...] et humaines [ainsi que] des richesses qui pourraient être employées à lutter contre l'effondrement des systèmes de protection de l'environnement, contre la pauvreté et contre le sous-développement ».

La certification Cégep Vert du Québec, quant à elle, « invite à la concertation dans une perspective d'amélioration continue et de développement responsable et viable à travers la gestion environnementale et l'éducation relative à l'environnement ».

Or, d'un autre côté, notre institution ouvrirait ses portes à une instance, qui comme nous le rappelle le chef d'état-major Rick Hillier dans le journal Globe and Mail du 15 juillet 2005 : « Nous ne sommes pas la fonction publique du Canada, nous ne sommes pas un ministère comme un autre, nous sommes les Forces canadiennes et notre travail est d'être capable de tuer des gens ». Plus encore, il est clair que l'armée ne va pas du tout dans le sens du développement durable soutenu par le Cégep. Nous n'avons qu'à lire des articles sur les dépenses militaires des derniers mois pour commencer à nous poser de sérieuses questions. (...)

Ainsi, il est donc clair qu'il y a des différences fondamentales entre ce que sous-tend l'armée et les objectifs édu-



**Au Québec, de nombreux étudiants s'opposent au recrutement militaire au sein de leur Cégep.**

catifs du Cégep. De ce fait, sa présence au sein des murs de notre Cégep est pour nous une incohérence en raison des valeurs auxquelles il adhère.

Considérant un contexte de crise écologique, d'inégalités sociales croissantes à l'échelle mondiale, d'augmentation faramineuse des budgets alloués à l'armée et la hausse des frais de scolarité, il nous paraît prioritaire de se définir un projet de société et c'est en commençant par notre milieu de vie et notre milieu éducatif, en l'occurrence notre Cégep.»

**Vincent Marcoux et Jean-François Langlais, étudiants en GEEA, production fruitière et légumière biologique**

**Pour lire l'entièreté de cette lettre ouverte ou pour suivre les enjeux reliés à la militarisation, rendez-vous sur le site [www.stopponslesdepensesmilitaires.com](http://www.stopponslesdepensesmilitaires.com)**

**STOPPONS**  
LES DÉPENSES MILITAIRES.COM

## À LIRE

### **Petit cours d'autodéfense en économie de Jim Stanford**

Voici un petit cours d'autodéfense en économie destiné à tous ceux et celles qui, n'ayant jamais fait d'économie, se sentent désabusés par le système économique actuel qui gouverne leur quotidien. Cet ouvrage s'inscrit tout à fait dans l'actualité et permet à « Monsieur et Madame tout le monde » de saisir les impacts du capitalisme sur le système bancaire, la mondialisation, la concurrence, l'environnement (pollution et ressources) et ipso facto, sur nos vies. L'approche pédagogique du livre est accessible, claire et simple tout en démontrant au lecteur les failles et les risques majeurs du système actuel. L'auteur n'hésite pas, en fin d'ouvrage, à affirmer son parti-pris idéologique et politique quant à une économie plus sociale, orientée vers le bien commun et soutenant de véritables démocraties, soucieuses de l'environnement et de l'égalité. L'innovation et la liberté de choix auraient eu aussi leur place.

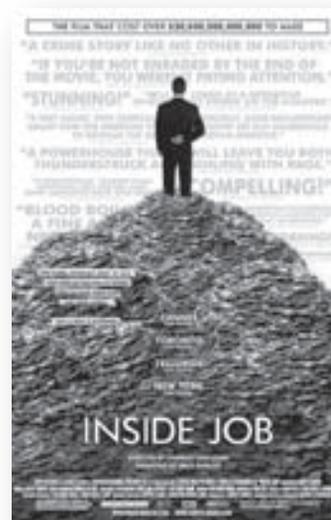


## À VOIR



### **Inside Job de Charles Ferguson**

Premier film à fournir une analyse complète de la crise financière mondiale qui a émergé en 2008. **Inside Job** est le documentaire à voir pour déjouer les rouages des grands banquiers de ce monde. Il expose les relations frauduleuses qui ont corrompu la politique, les autorités de régulation et le monde universitaire durant la crise économique de 2008, la plus importante depuis celle de la Grande Dépression de 1929. Ce film donne la parole à des experts qui avaient pourtant annoncé l'effondrement financier mondial de plus de 20 000 milliards de dollars bien avant la catastrophe, sans avoir été écoutés. On y aborde aussi les impacts sociaux-économiques générés dont la perte d'emploi de millions de gens.



## À VISITER

### **« www.info-palestine.net »**

Site Internet de référence pour obtenir un ensemble d'analyses sur la situation en Palestine occupée, « **info-palestine.net** » met à la disposition des internautes de l'information pertinente et utile sur le conflit israélo-palestinien et israélo-arabe en général.

Animé par une équipe solide qui assure des mises à jour quotidiennes et des traductions, le site diffuse un point de vue proche des réalités du terrain à partir de sources essentiellement proche-orientales.

On y retrouve une panoplie d'articles récents, de dossiers et de témoignages, classés selon une vingtaine de rubriques : politique palestinienne, réfugiés et la diaspora, femmes, système de santé, société israélienne, art, culture, médias, etc.

Le site permet aussi aux lecteurs et lectrices de se rallier à des actions de soutien à la cause palestinienne telles que des libérations de prisonniers politiques ou des actions de mobilisation internationale comme la mission « Bienvenue Palestine ».





**4 AVRIL : PROJECTION  
DU DOCUMENTAIRE  
« IRON WALL » MUR DE  
MOHAMMED ALATAR**

Le Comité Palestine du CS/TR vous invite à la projection du film « Iron Wall », version française, de Mohammed Alatar dans le cadre de la série Ciné-106. Décrit comme « le meilleur film sur la colonisation israélienne dans les territoires occupés » par Le Monde diplomatique, « Iron Wall » permet de saisir l'histoire et l'évolution de la colonisation des Territoires palestiniens sous les différents gouvernements israéliens depuis 1967 jusqu'à la construction du Mur.

Le cinéaste offre la parole autant à des personnalités israéliennes et palestiniennes qu'à des hommes et femmes de la rue ; responsables associatifs, paysans, militants pour la paix, journalistes, soldats etc. Au travers d'images fortes, parfois violentes, Alatar explique, avec beaucoup de pédagogie, comment la politique actuelle constitue un des principaux obstacles à la paix.

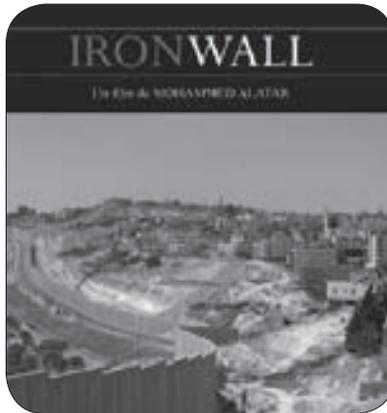
**Mercredi 4 avril 2012 à 18 h 30, Société Saint-Jean-Baptiste** (3239, rue Papineau, Trois-Rivières). Stationnement à l'arrière. Entrée libre.  
**Information : [www.cs3r.org](http://www.cs3r.org) - [communications@cs3r.org](mailto:communications@cs3r.org)**

**RENDRE LA  
PAUVRETÉ ILLÉGALE  
RICCARDO PETRELLA À  
TROIS-RIVIÈRES, LE 17 AVRIL**

Après la reconnaissance par l'ONU de l'accès à l'eau potable comme droit humain en juillet 2010, Riccardo Petrella propose maintenant un projet de civilisation aux pays du monde entier, soit la mise « hors-la-loi » de la pauvreté ainsi que l'abolition des mécanismes qui la crée et la maintienne. Au sein de sa conférence « Rendre la pauvreté illégale », Petrella nous démontre comment l'accès aux biens et services essentiels à la vie passe par la réappropriation du bien commun et par la réinvention du vivre ensemble.

**Mardi 17 avril 2012 à 19 h, Théâtre du Cégep de Trois-Rivières**  
(3175, boulevard Laviolette, Trois-Rivières)  
Billets en vente au coût de 10 \$ au CS/TR :  
**(819) 373-2598 poste 0**

Information : [www.echangescitoyens.org/archives/liste.php](http://www.echangescitoyens.org/archives/liste.php)



***Riccardo Petrella, politologue et économiste italien émérite***

**UN REPAS AU PALADAR  
POUR FINANCER LE CS/TR**

Si vous prévoyez une sortie au restaurant, pourquoi ne pas opter pour le Café-Bistro Le Paladar (spécialités cubaines)? Tous les mercredis soir, pour chaque table d'hôte vendue à prix régulier, Le Paladar versera 3 \$ au CS/TR afin d'aider au financement de projets humanitaires à Cuba.

**Le Paladar : 1260, rue Notre-Dame Centre à Trois-Rivières**

**Information :  
[www.lepaladar.net](http://www.lepaladar.net) –  
(819) 694-9997**



**DEVENEZ MEMBRE DU  
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/  
TROIS-RIVIÈRES**

Être membre du Comité de Solidarité/Trois-Rivières, c'est soutenir un organisme qui agit pour le changement par la sensibilisation du public. Il agit en coopération avec des partenaires d'ici et d'ailleurs pour créer un avenir plus équitable et juste.

Vous pouvez vous procurer la carte de membre annuelle au coût de 5 \$.

Agir c'est choisir le monde!

**Information : Ginette Houle :  
(819) 373-2598 poste 0**

# Loterie solidaire 2012

Une loterie qui respecte vos valeurs

**Une façon originale de soutenir le CS/TR**

**10 675 \$ en prix**

## Les gagnants de 2011

Félicitations aux gagnantes et gagnants de la Loterie Solidaire 2011.

Isolyne Tremblay	1015 \$
Camille Lafontaine	1015 \$
Maude-Amie Tremblay	1015 \$
Lise St-Antoine	1015 \$
Daniel Massicotte	1015 \$
Parise B. Allaire	1015 \$
Hubert St-Pierre	1015 \$
Fernande Huot (Ligue d'amitié)	2000 \$

Coût du billet – 144 \$

Seulement 175 billets en circulation

## AVEZ-VOUS VOTRE BILLET?

(819) 373-2598 poste 0

Demandez Ginette Houle

[ginette.houle@cs3r.org](mailto:ginette.houle@cs3r.org)

 **COMITÉ DE SOLIDARITÉ  
TROIS-RIVIÈRES**  
**cs3r.org**

